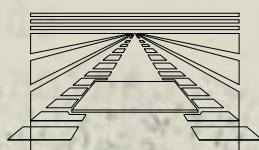
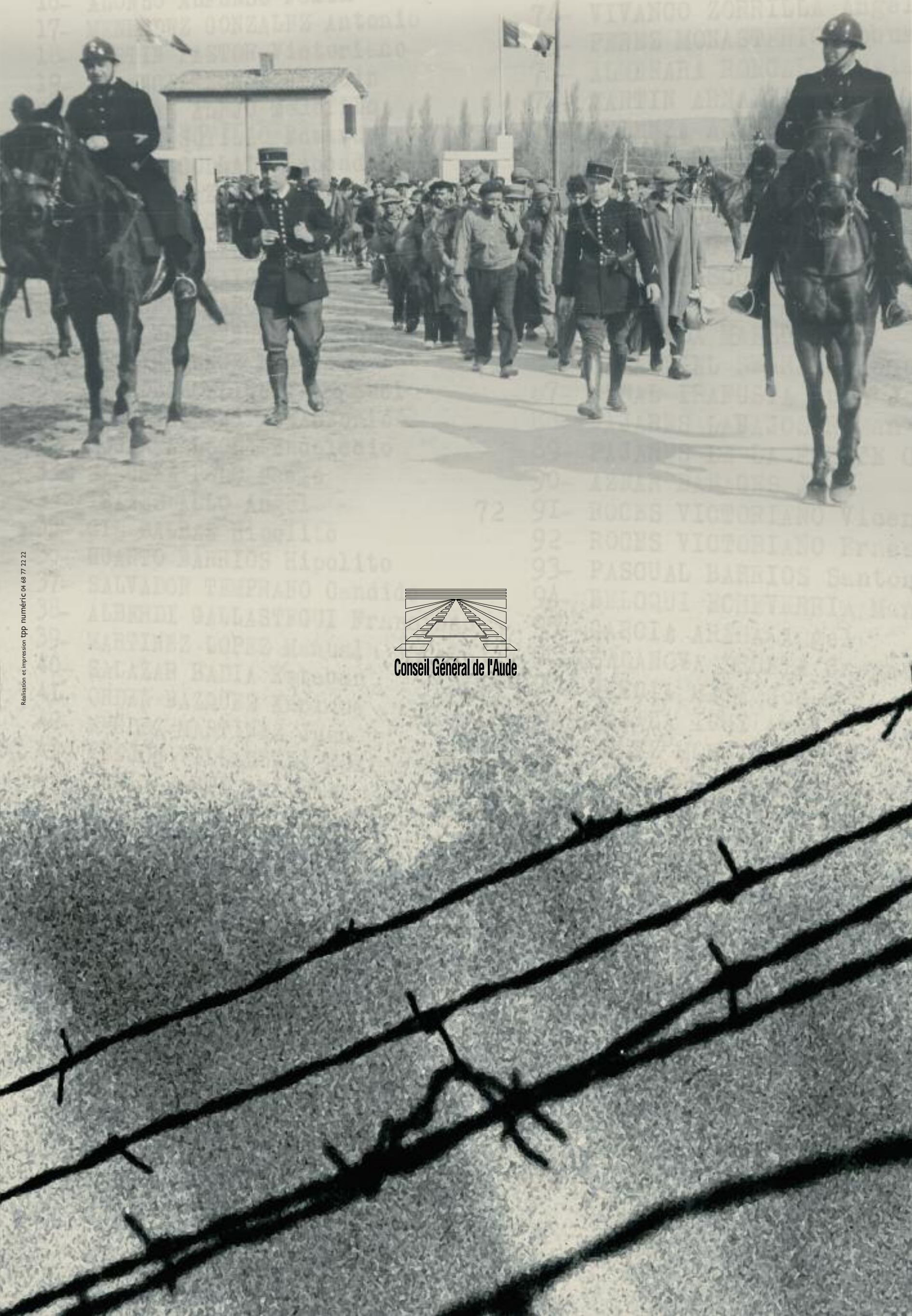


Réfugiés espagnols dans l'Aude 1939-1940

Exposition

réalisée par
la direction des Archives départementales de l'Aude



Conseil Général de l'Aude

Chronologie

1936 - En Espagne

16 février	Le Front Populaire gagne les élections	5-7 novembre	Début du siège de Madrid et transfert à Valence du gouvernement de la République.
17-19 juillet	Soulèvement des unités militaires stationnées au Maroc contre le gouvernement de la République. <i>Pronunciamiento</i> du Général Francisco Franco.	8-23 novembre	Les Brigades Internationales participent à la défense de Madrid.
4 août	Avance de l'armée d'Afrique partie de Séville.	18 novembre	L'Allemagne et l'Italie reconnaissent le gouvernement de Franco.
28 septembre	Les troupes franquistes prennent Tolède.		
30 septembre	Franco nommé chef de la Junte de Burgos.		

1937 - En Espagne

6-15 février	Bataille de Jarama.	19 juin	Prise de Bilbao par les franquistes.
8-18 mars	Bataille de Guadalajara.	7-26 juillet	Batailles de Brunete et de Belchite.
26 avril	Bombardement de Guernica au Pays Basque.	28 octobre	Transfert du gouvernement républicain à Barcelone.
3-15 mai	"Journées de mai" à Barcelone.	5-19 décembre	Bataille de Teruel.

1938 - En Espagne

20 février	Reprise de Teruel par les franquistes.	15 novembre	Les Brigades Internationales quittent l'Espagne.
15 avril	Prise de Vinaroz et coupure en deux du territoire républicain.	23 décembre	Offensive d'envergure franquiste contre le front républicain de Catalogne.
24-25 juillet	Début de la bataille de l'Ebre.		
15 novembre	Les républicains repoussés sur l'autre rive de l'Ebre.		



1939 - En Espagne

14 janvier	Prise de Tarragone par les troupes franquistes	28 janvier	Le gouvernement français ouvre la frontière aux civils.
26 janvier	Les troupes franquistes entrent dans Barcelone.	30 janvier	Ouverture du camp de Montolieu.
10 février	La Catalogne tombe aux mains des franquistes.	4 février	Le gouvernement français ouvre la frontière aux militaires.
27 février	La France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement franquiste de Burgos.	8 février	Ouverture du camp de Couiza-Montazels.
5-6 mars	À Madrid, coup d'état du Colonel Casado ; fuite de Negrin à Paris.	16 février	Ouverture du camp de Bram.
28 mars	Les troupes franquistes entrent dans Madrid.	2 septembre	Fermeture du camp de Montolieu.
1 ^{er} avril	Fin de la guerre civile. La dictature franquiste s'installe (1939-1975).	3 septembre	À la suite de l'invasion de la Pologne, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

1940 - En France et en Europe

10 mai	Offensive allemande en Belgique et aux Pays-Bas.	1 ^{er} mai	Fermeture du camp de Couiza-Montazels.
10 juin	Déclaration de guerre de l'Italie à la France.	10 mai	Le camp de Bram est vidé de ses réfugiés. Il ne reste que 450 mutilés et invalides.
22 juin	Armistice de Compiègne : division de la France en deux zones, l'une occupée, l'autre « libre ».	25 mai	D'Argelès, destiné à l'accueil des jeunes soldats belges, sont transférés au camp de Bram des réfugiés espagnols : plusieurs centaines d'hommes et environ 3000 femmes et enfants.
10 juillet	Pétain obtient les pleins pouvoirs. La république est abolie, il devient chef de l'État français.		
24 octobre	Rencontre de Hitler et de Pétain à Montoire		

1941 -

En France et dans l'Aude

Dans l'Aude

Dans l'Aude

15 janvier	Fermeture du camp de Bram. Il est démonté et ne restent que quelques baraquements de G.T.E. (Groupes de travailleurs étrangers).
------------	--



La Retirada, le grand exode

Les grandes orientations politiques prises par la toute jeune République espagnole de 1931 inquiètent les partis conservateurs. Au lendemain de la victoire des partis de gauche aux élections législatives de février 1936, un climat de désordre et de violence s'installe.

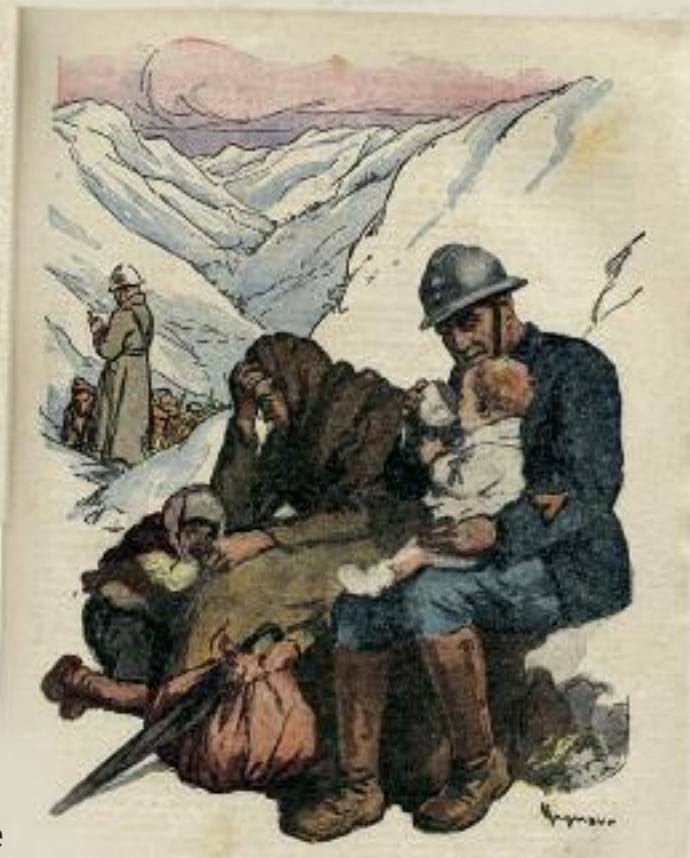
Les Basques face aux bombardements nationalistes, dessin publié dans "Ideas portavoz semanal del movimiento libertario de la comarca del bajo Llobregat", 20 mai 1937.



Le 17 juillet 1936, les officiers des unités militaires stationnées au Maroc espagnol se mutinent. Le soulèvement militaire s'étend rapidement et le général Francisco Franco s'arroge la direction unique de la rébellion.

Pendant trois ans la guerre civile déchire le pays. Tandis que les forces franquistes reçoivent le soutien logistique et militaire de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, le gouvernement républicain légitime manque d'armes et de matériel, la France et l'Angleterre se refusant à toute intervention. Dernier front à résister aux rebelles, la Catalogne succombe au tout début de l'année 1939. La chute de Barcelone le 26 janvier plonge les populations civiles dans la plus complète confusion. Des milliers d'Espagnols, soldats, femmes, enfants et vieillards fuient en masse en direction de la frontière française.

Le gouvernement français n'a pas prévu un exode d'une telle ampleur. L'improvisation est totale. Du 31 janvier au 9 février, 453 000 Espagnols entrent en France, le plus grand nombre par les Pyrénées-Orientales. Canalisés et encadrés par la troupe sur les routes qui mènent à Perpignan, les réfugiés sont ensuite regroupés dans des camps dans les conditions les plus précaires : tandis que les femmes, les enfants et les malades sont évacués vers les départements de l'intérieur, les hommes valides sont rassemblés dans des camps installés à la hâte sur les plages d'Argelès puis sur celles de Saint-Cyprien et du Barcarès.



"La Retirada",
"Almanach du Pèlerin", 1939.



Le camp d'Argelès,
photographie du Studio Chauvin
à Perpignan, 1939.



La solution de l'internement

La crise économique des années 1930 et la poussée des nationalismes conduisent le gouvernement français à prendre des mesures législatives restrictives en matière d'immigration.



Le Perthus, un des premiers jours de l'exode, photographie du Studio Chauvin à Perpignan, 1939.

La xénophobie croissante de l'opinion en France fait le plus souvent de l'étranger un indésirable. La peur de l'autre s'exacerbe encore avec la guerre d'Espagne. Les Républicains espagnols sont dépeints par la presse française de droite et d'extrême droite comme de dangereux révolutionnaires auteurs de pillages et d'atrocités qu'on ne saurait accueillir sur le sol français.



Camp du Barcarès.
Photographie du Studio Chauvin à Prpignan, 1939.

Dans ce contexte, l'arrivée massive en janvier 1939 des réfugiés espagnols (dont environ 270 000 combattants) effraie les autorités. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, réaffirme clairement le droit d'asile et se prononce contre le rapatriement forcé qui exposerait un grand nombre de réfugiés aux représailles franquistes ; mais il demande aux préfets d'exercer un contrôle rigoureux sur ces exilés dont il craint qu'ils ne poursuivent leur combat en France. L'armée est chargée d'organiser l'accueil et la surveillance des réfugiés concentrés dans des camps d'internement, ceinturés par des clôtures en fils barbelés et gardés par des troupes coloniales et des gardes mobiles.

Aux souffrances physiques de l'exode, s'ajoutent des conditions de vie tout aussi dures, mais le véritable choc vient de la suspicion dont les réfugiés espagnols sont l'objet et du sentiment qu'ils ont d'être traités en criminels.



Albert Sarraut au Perthus.
photographie du Studio Chauvin,
à Perpignan, 1939.



Camp de Montolieu

l'internement des "intellectuels"

Montolieu vue aérienne,
photo Bonincontro.



Pour décongestionner les « camps sur la plage » des Pyrénées-Orientales qui ont reçu la masse des réfugiés, des camps secondaires s’organisent dans d’autres départements, chacun ayant une spécificité.

Après avoir envisagé d’installer le centre d’hébergement dans une ancienne brasserie de Marcorignan, le préfet de l’Aude accepte la proposition de la propriétaire de l’ancienne manufacture royale de Montolieu.

Ce centre est destiné à accueillir les professions intellectuelles, au sens de l’époque : les fonctionnaires de la République espagnole (conseillers et magistrats, enseignants) et les personnes exerçant des activités libérales (avocats, médecins, journalistes, écrivains et artistes).

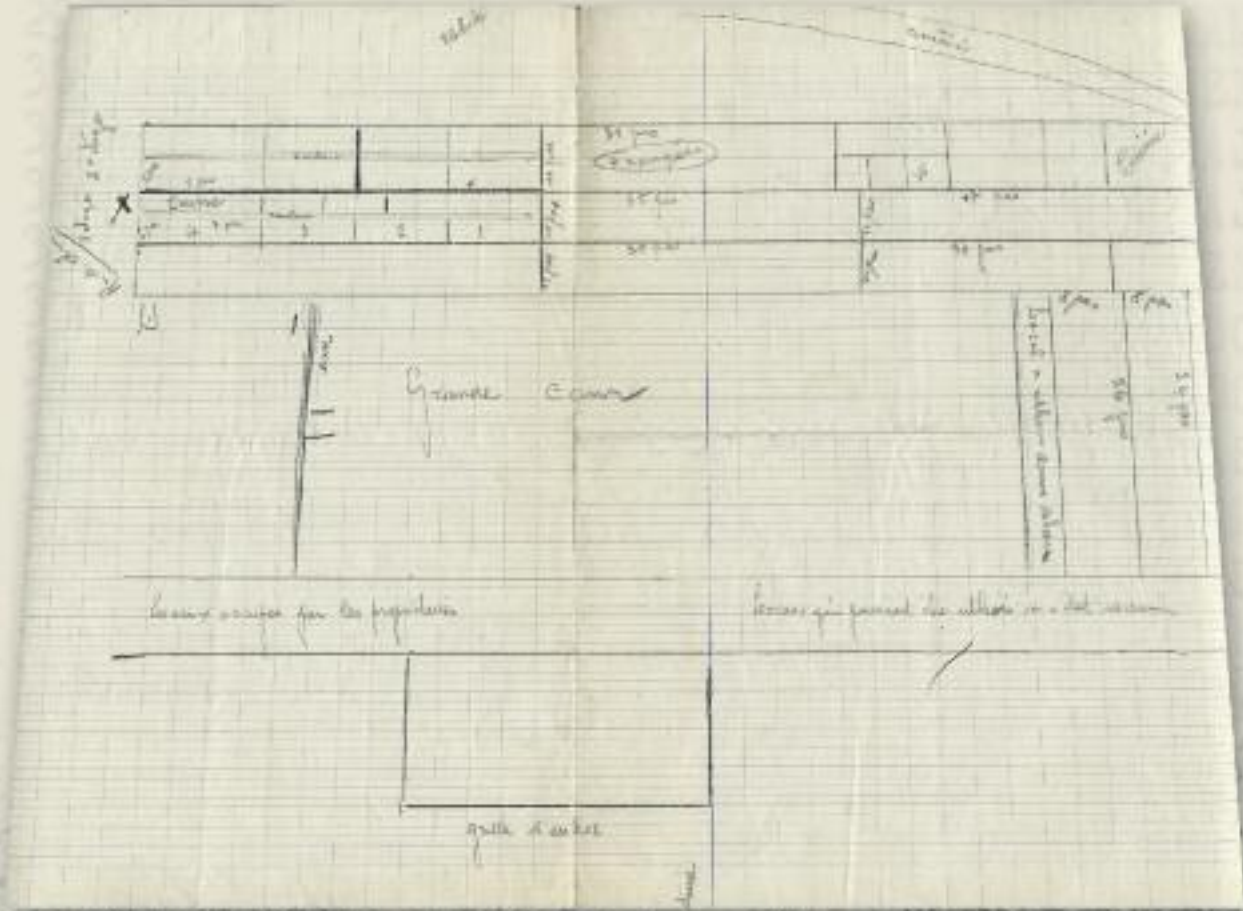
Le camp de Montolieu, premier camp dans l’Aude, ouvre officiellement le 30 janvier 1939 et ferme le 2 septembre 1939, à la veille de la déclaration de guerre. Durant cette période les effectifs fluctuent entre 300 et 600 personnes (uniquement des hommes). Mais si le camp reste marqué par sa spécificité d’accueil des « intellectuels », ces derniers ne représentent qu’un tiers environ de l’effectif, les agriculteurs et les ouvriers spécialisés comptant parmi les professions les plus représentées. Ce sont d’ailleurs certains d’entre eux qui participent à la construction du camp de Bram dans les premières semaines de février 1939.

RELÈVE DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS ET AMÉRICAINS COMBATTANTS DES SAIGONS FRANÇAIS
INTERNÉS AU CAMP DE MONTOLIEU, (Aude), ET DES DEMANDANT LE DROIT D'ASILE

22 JANV. 1939

NOM et prénom	Age	Centre de la section	Remarques	Observations
BOUQUET GUY, Michel	34	Choe		petite main droite
BOUQUET GUY, Michel	33	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	32	Choe		petite main gauche
BOUQUET GUY, Michel	31	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	30	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	29	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	28	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	27	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	26	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	25	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	24	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	23	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	22	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	21	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	20	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	19	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	18	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	17	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	16	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	15	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	14	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	13	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	12	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	11	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	10	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	9	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	8	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	7	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	6	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	5	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	4	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	3	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	2	Choe		
BOUQUET GUY, Michel	1	Choe		

Liste des réfugiés espagnols
internés au camp de Montolieu
demandant le droit d’asile, 1939.



Plan de l’“Usine royale” de
Montolieu où fut installé
le centre d’hébergement.



Camp de Montolieu

Les conditions de vie au camp

Le bâtiment de Montolieu, qui comprend un rez-de-chaussée et deux étages, est sommairement aménagé. Dans les premiers temps on manque de tout : des comportes de vendange sont utilisées comme bacs à eau, des boîtes de conserve servent d'assiettes ; la literie est essentiellement constituée par de la paille ; des sacs de couchage et des couvertures sont fournis par les organisations humanitaires.



Registre de comptabilité du camp de Montolieu, 1939.



Programme des festivités du 14 juillet 1939 au camp de Montolieu.



Menu du repas offert aux réfugiés internés au camp de Montolieu, 14 juillet 1939.

Le camp de Montolieu est plus particulièrement le centre d'intérêt des intellectuels français réunis dans un Comité d'accueil aux intellectuels espagnols, composé de personnes comme Louis Aragon, Pablo Picasso ou André Malraux, etc., qui depuis Paris se mobilisent pour améliorer le sort des réfugiés.

Peu à peu, la vie s'organise et il semble que les conditions faites aux réfugiés, sans être confortables, sont globalement meilleures que dans les autres camps du département, notamment en ce qui concerne la nourriture, préparée par des restaurateurs. On célèbre en France le cent cinquantième anniversaire de la Révolution française le 14 juillet 1939, Pour l'administration, c'est l'occasion de permettre aux réfugiés de témoigner leur reconnaissance envers la France pour l'accueil dont il bénéficient : des festivités sont organisées (salut aux couleurs, concours sportifs, théâtre et concerts) ; un menu de fête vient améliorer l'ordinaire.

Une partie des réfugiés, parmi les plus fortunés, obtient les visas nécessaires pour émigrer, notamment vers l'Amérique latine.



Camp de Couiza

les femmes et les enfants



Femmes et enfants devant la gare du Boulou, photographie du Studio Chauvin à Perpignan, 1939.

À leur arrivée en France, les hommes sont séparés des femmes et des enfants. On organise des quartiers distincts dans les camps des Pyrénées-Orientales ; on envoie également les femmes et les enfants dans d'autres départements français, mais l'afflux est tel qu'on décide de créer le 8 février 1939 un centre d'hébergement pour les accueillir dans l'Aude.



Plan de Couiza-Montazels et du camp de réfugiés, 3 novembre 1941.



Rapport du préfet de l'Aude au ministre de l'Intérieur concernant les réfugiés restant au camp de Couiza, 16 décembre 1939.

Le choix se porte sur une ancienne usine appartenant à la société anonyme « L'Industrie chapelière de l'Aude » située sur la commune de Montazels. Ce centre abrite une moyenne de 400 à 600 personnes, dont un tiers environ sont des enfants. Toutefois à compter de la fin de l'automne 1939, les effectifs se réduisent considérablement, passant à 111 personnes en décembre 1939, et 23 en mai 1940, moment de sa fermeture.

À Couiza-Montazels, l'hébergement est plus que sommaire : quinze jours après l'ouverture du camp, les réfugiés, répartis dans neuf grandes salles, couchent dans la paille. Au mois d'août suivant, bien que la situation se soit quelque peu améliorée, le journaliste anglais O.D. Gallagher déplore que « certaines femmes dorment sur des tables, d'autres sur le sol en ciment ; ...d'autres sur des lits rudimentaires faits avec des restes de planches de caisses ». La nourriture est essentiellement constituée de légumes secs et de pommes de terre mais la comptabilité du camp montre que l'administration s'efforce d'équilibrer les repas par l'achat de légumes verts et de fruits.



Camp de Couiza

Précarité, vexations et enseignement

Bien que fort précaires, les conditions de vie à **Couiza-Montazels** ne semblent guère différer de celles des autres camps d'internement. Toutefois, elles apparaissent plus difficilement supportables dans la mesure où elles s'appliquent à des femmes et des enfants.

La situation est encore aggravée par la dureté des autorités, voire leur xénophobie, et la sévérité des règlements en vigueur. Le médecin du camp Clanet est à plusieurs reprises mis en cause et doit faire face à des manifestations violentes contre lui. En juillet 1939, le Comité départemental d'accueil aux enfants d'Espagne s'indigne de « *la façon soldatesque dont sont traités les réfugiés* ». Les populations de Couiza et de Montazels s'émeuvent par ailleurs de se voir refuser l'entrée du camp. Le sous-préfet de Limoux considère, quant à lui, que l'attitude des réfugiées n'est pas conforme à ce qu'on en attend : docilité et reconnaissance.

Une fois passés les premiers mois consacrés à l'organisation du camp, les autorités, à la demande des organisations humanitaires, s'efforcent de donner aux enfants internés un enseignement. Les cours sont assez régulièrement dispensés par des enseignants choisis parmi les réfugiées, mais les enfants manquent de tables, de bancs et de livres pour étudier...

Lettre adressée au médecin
auxiliaire Clanet pour se
plaindre de sa conduite à
l'égard des réfugiées du camp de
Couiza, 22 mars 1939.



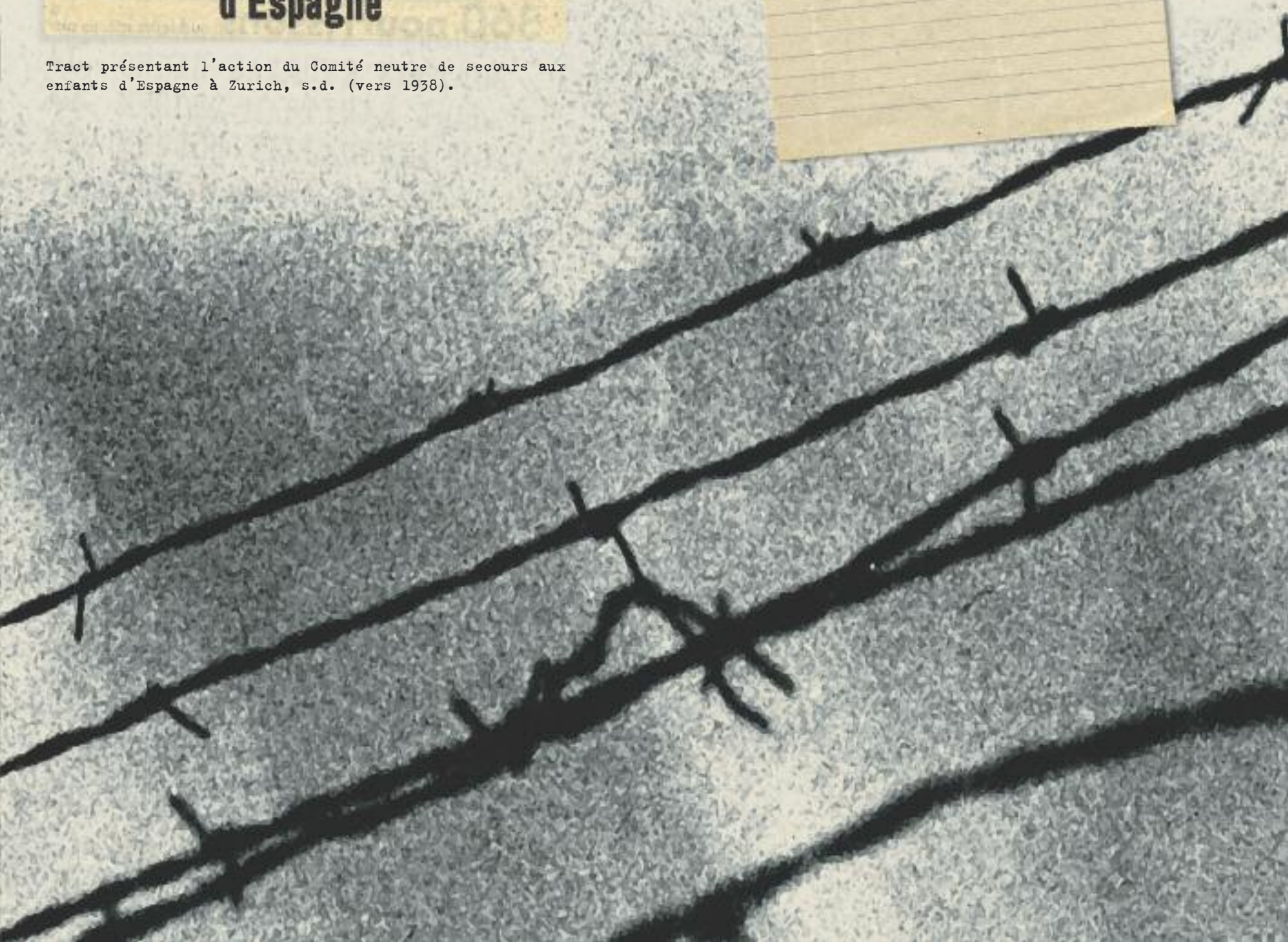
Le secours suisse aux enfants d'Espagne

Tract présentant l'action du Comité neutre de secours aux enfants d'Espagne à Zurich, s.d. (vers 1938).

Argelès sur Mer 22-3-1939.
Monsieur Clanet,
Cher Monsieur, la présente est pour vous
communiquer, que sachant ce qui se passe
dans le local de réfugiées Espagnoles, duquel vous
êtes le chef, je n'ai pas voulu.
En étant une pauvre Espagnole, et moi
Française et étant dans de mauvaises circonstances
en prison, ce qui ne m'empêche d'aller vous voir
ce qui serait de vous adresser, pour vous dire
personnellement ce que je dois vous dire dans
cette lettre et qui est ce qui suit.
Je ne peux pas expliquer comment il
peut y avoir des idées qui ne soient humaines
et qui traitent des personnes de simplement vous
vous le faites. Surtout vous ignorez, que
médecin qui visite l'hôpital, vous de Limoux
dit qu'il ne peut pas faire des livraisons car
jusqu'à l'heure présente, tous les enfants et femmes
qui sont dans le camp, sont privés pour
y avoir des pain de sucre, et avec l'horreur des
livraisons, peut être leur vie, ce qui prouve

le traitement inhumain que vous leur infligez.
Et si vous êtes dans une prison, vous ne pouvez
avoir une femme et des enfants... Et que vous
pouvez vous voir, dans le même cas ? Et plus
en cas d'une prison, qui ne devrait pas être
tout cela, on peut voir que vous ne pouvez pas
avoir, comme une fille, qui une personne de
votre sexe, et être traitée humainement, pourquoi
encore, et ce range de tous les crimes que vous
commettez, car il est, de toutes les choses de
peu comme vous le faites, des femmes pour le
seul fait d'être une "réfugiée Espagnole" ? Et est-il
humain d'être traité à l'appel des autres qui
suscitent des enfants malades ? Alors, qui est-ce
à vous juger, vous êtes un criminel, un meurtrier
et de plus, et pourquoi les autorités Françaises
font de vous ce qui est de refuser, car l'opé-
ration d'abord, à l'égard en général, de même
qu'à une dévotion du parti Communiste Français.
Je sais que vous êtes malade et que à
votre place, si y avait des femmes, lesquelles se
portent bien, car elles ont des sentiments

plus humanitaires, que les autres.
Lors que de plus je vous laisse
et peut être à l'avenir.
Veuillez le faire.
[Signature]



Camp de Bram

construit en vingt jours

Les camps roussillonnais sont saturés. À l'occasion de la visite d'Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, le préfet de l'Aude Pierre Voizard propose d'édifier un nouveau camp susceptible d'accueillir 10 000 à 15 000 personnes.



Vue de l'entrée du camp de Bram prise depuis la gare de la ligne Bram-Lavelanet, février 1939, photographie Rougé, Carcassonne.

L'endroit retenu est une pâture d'une douzaine d'hectares, située à la limite des communes de Montréal et de Bram. L'emplacement est idéal : longé sur un côté par la voie ferrée de la ligne Bram-Lavelanet, le terrain en forme de trapèze est aisément accessible, ni trop loin ni trop près du village, ce qui permet d'éviter trop de contacts entre les réfugiés et la population locale, tout en facilitant l'approvisionnement.

Entreprise le 5 février 1939, la construction du camp est pratiquement achevée le 25 février quand le jeune journaliste René Descadeillas lui consacre un long article dans *La Dépêche*, le qualifiant de « *camp modèle* ». Le chantier a été conduit à une vitesse folle : 300 ouvriers spécialisés venant de diverses entreprises de la région, aidés de 300 à 400 réfugiés espagnols résidant au camp de Montolieu, font des journées de 10 heures et travaillent sans relâche. Le plan a été conçu par André Cazes, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de l'Aude, qui coordonne l'ensemble de la construction. Les dépenses faites pour l'installation du camp se montent à 2 998 684 F ; pour l'aménagement du camp et l'acquisition de matériel (du 5 février 1939 au 30 septembre 1940) à 1 163 242 F.



Construction des baraquements, 12 février 1939, photographie Rougé, Carcassonne.



Construction des baraquements, 18 février 1939, photographie Rougé, Carcassonne.

Camp de Bram un « camp modèle »

Le camp de Bram, appelé également camp du Pigné, ou de Valgros, entouré par deux rangs de barbelés, est divisé en dix quartiers comprenant chacun entre quinze et vingt baraques d'habitation pouvant accueillir au total 1200 à 1500 hommes, un abri pour la cuisine, des lavabos et deux enclos pour les « feillées », fosses d'aisance.



Les réfugiés devant les baraques, une fois finie la construction, 1939, photographie Rougé, Carcassonne.

Ces quartiers, identifiés par une lettre de A à J, sont eux-mêmes clos par des barbelés et séparés par des allées de dix à quinze mètres de large. Chaque baraque porte également un numéro.

Au centre du camp, un mirador de 8 mètres de hauteur surplombe l'ensemble et surveille les circulations. L'entrée, située à proximité de la gare de chemin de fer dans l'angle nord, débouche sur une vaste esplanade, près de laquelle se trouvent les logements et les cuisines des gardes mobiles, les locaux de l'administration et l'infirmierie.

Les baraques, de type Adrian, ont toutes la même forme, sont démontables et récupérables. Leur ossature a nécessité la fourniture de 2000 m³ de bois, produits par les scieries de la haute-vallée de l'Aude. Leur couverture est en carton bitumé ce qui exige un entretien régulier, assuré par les réfugiés eux-mêmes. D'une superficie de 150 m², chaque baraque est divisée par un couloir central et permet de loger théoriquement 60 à 65 personnes. Douze fenêtres latérales à volets et deux portes en assurent les éclairages et les issues. La paille des litières est posée à même le sol.



Le mirador au centre du camp, 1939, photographie Rougé, Carcassonne.



Camp de Bram les effectifs

Malgré le souci de l'administration du camp d'enregistrer systématiquement les mouvements de population, il est difficile d'évaluer convenablement la fluctuation des effectifs. En effet, la situation n'a pas cessé d'évoluer.



L'arrivée d'un convoi de réfugiés au camp de Bram, 7 mars 1939, photographie Rougé, Carcassonne.

- De février à septembre 1939

À l'ouverture du camp, sont internés 16 300 hommes (dont 200 enfants). L'effectif considéré par les autorités comme « normal » (15 000 personnes) est largement dépassé. Les conditions de vie y sont très difficiles : promiscuité et précarité. Ce nombre ne semble avoir jamais été atteint à nouveau et les effectifs oscillent entre 12 à 15 000 hommes.

- De septembre 1939 à avril -mai 1940

À partir de juillet 1939, les effectifs baissent régulièrement. En effet, dès le mois d'avril, après la victoire de Franco et la fin des affrontements militaires en Espagne, le gouvernement français incite fortement les réfugiés à retourner dans leur pays. Par ailleurs, de nombreux internés trouvent un emploi et sortent du camp, en remplacement des jeunes Français mobilisés et envoyés sur le front.

- De mai 1940 à janvier 1941

En avril 1940, il reste 290 réfugiés et le préfet envisage la fermeture du camp. Mais la conjoncture internationale remet tout en question : le camp d'Argelès, devant recevoir de jeunes recrues belges, est évacué sur Bram qui est quelque peu réaménagé pour recevoir des femmes et des enfants. Au printemps 1940, le camp reçoit également des personnes jugées suspectes et internées du fait de leur nationalité (Allemands, Autrichiens, etc.). Au cours du mois de novembre 1940, les réfugiés encore présents à Bram sont peu à peu évacués sur d'autres camps et le site est définitivement fermé en janvier 1941.

L'allée centrale du camp, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Camp de Bram

Les réalités de la vie quotidienne

Les conditions de vie des réfugiés varient en fonction du nombre d'internés, de la présence ou non de femmes et d'enfants, de la cohabitation avec d'autres nationalités, et des changements de régime politique en France.

Une baraque peut accueillir de chaque côté, en bat-flanc, 31 couches, soit 62 personnes au total. Les réfugiés dorment sur des grabats de paille, posés à même le sol. Dans la journée, il faut dégager ces grabats pour pouvoir disposer d'un espace à vivre et s'adonner à ses occupations. Au-dessus des grabats, des planches permettent d'entasser linge et objets personnels. Dans les premiers temps, la surpopulation est telle que les baraques comptent jusqu'à 100 personnes. Chaque baraque est placée sous la responsabilité d'un chef de baraque, muni d'un brassard de couleur violette, qui assure notamment la répartition de la nourriture au moment des repas.

Les repas semblent assez équilibrés : de la viande 4 fois par semaine et de la morue les autres jours, beaucoup de légumes secs et des pommes de terre. Chaque quartier dispose d'un abri de tôle qui sert de cuisine. La vaisselle manque et les boîtes de conserve vides remplacent souvent les gamelles. L'approvisionnement, trop lourd pour les artisans et les producteurs locaux, est rapidement pris en charge par des entreprises plus importantes, de Carcassonne ou de la région, mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Dès juin 1940, les restrictions alimentaires dues à la guerre se font durement sentir, et les réfugiés, pour améliorer leur ordinaire, achètent quelques compléments au « petit marché » tenu tous les jours au camp par des commerçants locaux.



Réfugiés endormis dans une baraque, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Intérieur d'une baraque, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Préparation des repas, 21 février 1939, photographie Rougé, Carcassonne.

Camp de Bram

Hygiène et état sanitaire



Pour les autorités françaises, l'afflux des réfugiés constitue un risque sanitaire majeur et des mesures préventives rigoureuses sont prises dès l'entrée en France et l'arrivée au camp : visite médicale et vaccinations systématiques, isolement des malades.



Dans un camp de l'importance de celui de Bram, les problèmes d'hygiène se posent de façon aiguë. L'eau acheminée par deux conduites venant des domaines de l'Espitalet et de Saint-Loup est rigoureusement limitée. La toilette consiste en quelques ablutions matinales et la lessive est proscrite : par roulement, des groupes d'internés vont laver leur linge dans le Canal du Midi, distant de 2 km. Si la saison le permet, ils en profitent pour s'y baigner. Les problèmes les plus préoccupants demeurent l'évacuation des eaux usées et l'enlèvement des déchets.

L'état sanitaire des réfugiés à leur arrivée n'est pas bon : épuisement dû à la longue route, déficience alimentaire, blessures de guerre. Dans les premières semaines, les malades sont nombreux (affections dues au froid humide, typhoïde, gale etc...). Sous la direction d'un médecin militaire, l'administration organise, dès le mois de mars, un service de santé qui parvient à fonctionner en faisant régulièrement appel aux compétences des internés (médecins ou infirmiers). L'infirmierie, prévue à l'origine pour 45 lits, est agrandie à 80 lits, les hôpitaux des villes voisines saturés étant réservés aux cas graves et aux maladies contagieuses. Les décès survenus en assez grand nombre conduisent en mars 1939 à aménager un cimetière non loin du camp, sur le domaine de Bajouli.



Médecins et infirmière à l'infirmierie du camp, 1939 photographie Rougé, Carcassonne.

Lessive au Canal du Midi, 1939 photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.

Moment de recueillement au cimetière, 1939 photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Camp de Bram

Surveillance et maintien de l'ordre

Le gouvernement, s'il a ouvert la frontière pour se conformer au principe républicain du droit d'asile, s'inquiète de l'arrivée de ces étrangers, suspects à ses yeux d'opinions extrémistes.

Si les préfets ont sous leur responsabilité l'organisation générale des centres d'hébergement de leur département, ce sont les autorités militaires qui sont chargées d'y faire régner l'ordre et la discipline. Les considérations sécuritaires sont au cœur des préoccupations officielles : il faut « *interdire toute communication avec l'extérieur et imposer une stricte discipline aux occupants* ». Les effectifs militaires (de 60 à 400 hommes) chargés de la surveillance sont réduits au fur et à mesure que la population du camp tend à diminuer. Des inspecteurs de police viennent compléter le dispositif.

À l'arrivée, les réfugiés sont fouillés : on leur enlève tout ce qui peut servir d'arme. Ils sont ensuite inscrits sur le registre du camp ; le commissaire spécial contrôle leur identité et recherche les suspects. L'administration redoute de voir les organisations politiques, en particulier communistes et anarchistes, se reconstituer dans le camp. Aussi tout écrit est-il soumis à la censure : les journaux et les livres bien sûr, mais également le courrier. L'administration se soucie d'avoir toujours à ses côtés des interprètes en nombre suffisant (des officiers mais aussi des internés bilingues) pour assurer la traduction de toute la correspondance et pour aider les gardes du camp à mieux faire comprendre leurs ordres.



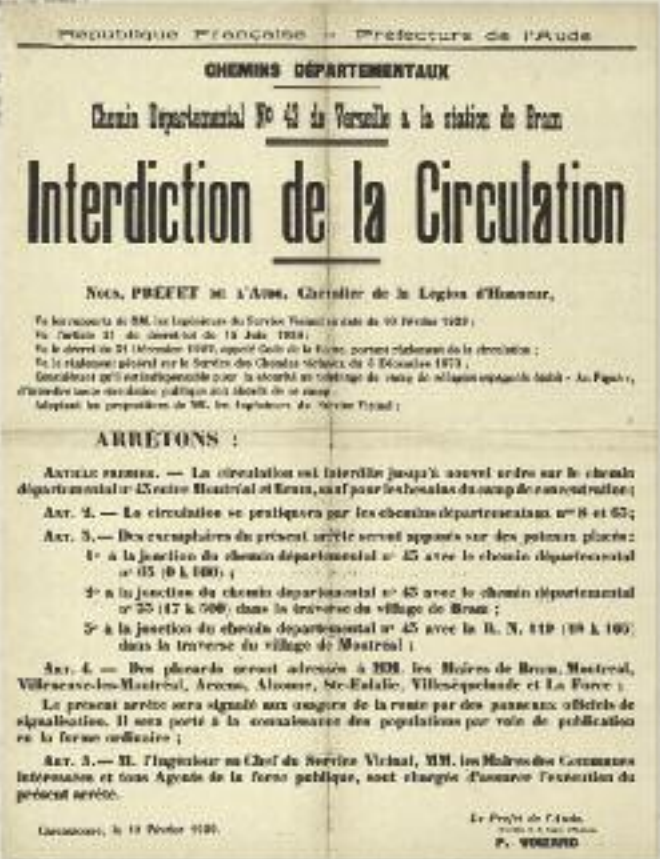
Fouille des prisonniers à leur arrivée au camp, 7 mars 1939, photographie Rougé, Carcassonne.



Traduction de consignes à l'intention des gardes chargés de la surveillance du camp, 1940 (A.D. Aude, 6 M 16).



Surveillance du quartier G , 1939, photographie Rougé, Carcassonne.



Arrêté préfectoral d'interdiction de circulation sur la départementale 43, 10 février 1939 (A.D. Aude, 6 M 129).

Camp de Bram

Incidents, évasions et sanctions



Un réfugié donne du feu à un garde mobile, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.

Les règlements édictés dans le camp sont stricts et tout manquement est sanctionné, plus ou moins sévèrement selon la période et les responsables du camp. Le régime se durcit très nettement lors de l'entrée en guerre de la France en septembre 1939 : les autorisations de sortie en ville sont suspendues et les visites de l'extérieur réduites.

Demande de punition du lieutenant Delebarre pour le réfugié Vicente Biosca Riora, 1er septembre 1939, (A.D. Aude 6 M 29).



Les consignes en cas d'émeute ou de rébellion sont données de manière précise : en règle générale, il est interdit aux gardes de se servir des armes sans nécessité absolue. En juin 1940, les directives du commandant du camp se durcissent considérablement : « *tout individu en état de rébellion sera abattu comme un chien* ». Toutefois, il s'agit d'une menace qui n'a jamais été appliquée.

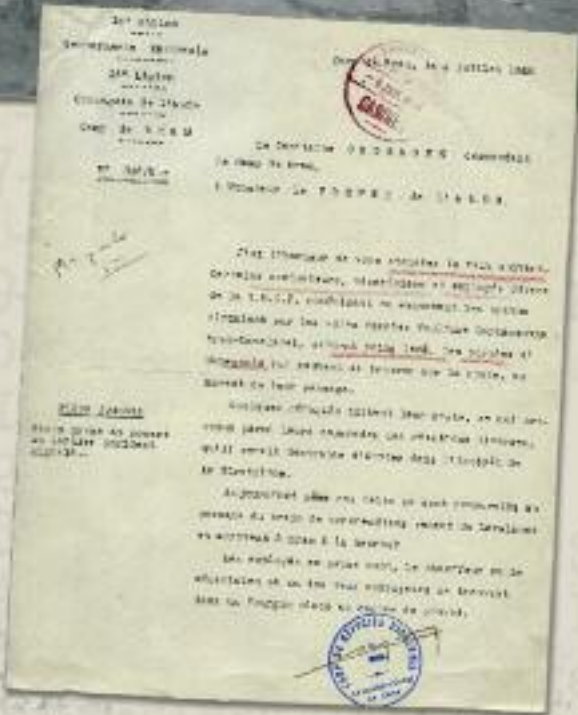
Compte tenu des effectifs du camp, les évasions sont relativement peu nombreuses : 54 entre le 15 mars et le 30 juillet 1939 ; 90 entre le 1^{er} août 1939 et la mi-septembre 1940. Les sanctions varient : cachot et pain sec en février 1939, envoi dans un camp disciplinaire (Fort de Collioure notamment) à partir de juin 1940.

Il est difficile de se faire une juste idée des relations qui ont pu exister entre les réfugiés et leurs gardiens : des rapports cordiaux et humains à en croire les lettres de certains réfugiés, des manifestations d'hostilité et des brimades également sans aucun doute. Dans tous les cas, ce régime d'internement est très mal vécu par les réfugiés qui attendaient de la France asile et réconfort et se voient traités comme des criminels.



Conducteur de locomotive levant le poing devant l'entrée du camp de Bram, 4 juillet 1939, (A.D. Aude 6 m 161).

Lettre du commandant Cassagne au préfet de l'Aude se plaignant de l'attitude des cheminots passant devant le camp, 4 juillet 1939, (A.D. Aude 6 m 161).



Camp de Bram

les loisirs

Dans le camp de Bram le manque d'occupation est pour les réfugiés comme pour les autorités un problème important.



Un réfugié lisant le journal devant une baraque, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Compliment à sa mère de Maria Paez Jurado, 1940.

Compte tenu du chômage important qui touche le département de l'Aude, comme toute la France, le premier souci des autorités est de ne pas permettre aux réfugiés de trouver du travail. Toutefois, l'administration est convaincue qu'on ne peut sans danger laisser plusieurs milliers de personnes confinées derrière des barbelés sans leur proposer un minimum d'activités. Aussi, incite-t-elle les internés à pratiquer régulièrement le sport. Deux aires du camp, à l'entrée et au sud, sont consacrées aux activités physiques pratiquées le matin par roulement toutes les 45 minutes. D'autres sports sont également mentionnés : football, basket-ball, saut, boxe, course à pied.

La lecture, l'écriture du courrier mais aussi de poèmes et de chansons, les sorties autorisées au Canal du Midi, la musique, les jeux de dominos ou d'échecs, la fabrication de maquettes sont autant d'occupations qui permettent d'échapper un moment à la détresse des temps.

À partir de mai 1940, avec l'arrivée des femmes et des enfants, d'autres activités sont mises en place : l'enseignement pour les enfants mais aussi pour les adultes qui le souhaitent (cours de français notamment), la couture pour les femmes.

Programme des cours de l'école du camp, 1940. (A.D. Aude, 6M14)



Un réfugié présente une maquette de bateau, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.

Séance de gymnastique, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Fabrication des pièces de jeu d'échec, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Camp de Bram

La fête du 14 juillet 1939

Les autorités françaises souhaitent que les réfugiés espagnols soient associés à la célébration du 14 juillet 1939, qui revêt cette année là un caractère un peu particulier puisqu'il s'agit de fêter le cent cinquantième anniversaire de la Révolution française.



Procession carnavalesque, le montreur d'ours, 14 juillet 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Scène de corrida, 14 juillet 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Moment de musique, les guitares, 14 juillet 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Groupe de réfugiés mimant un ensemble de jazz, 14 juillet 1939, photographie Miguel Karner.

Dans le camp de Bram, la fête se déroule en deux parties. Le matin ont lieu les cérémonies officielles organisées par le commandant du camp (salut aux couleurs, défilé, etc.) ; l'après-midi des divertissements laissés à la libre imagination des réfugiés : des activités sportives, des jeux (course en sacs, mât de cocagne, colin-maillard, etc.), une corrida jouée avec un taureau en bois, un défilé carnavalesque, l'exhibition d'un homme-animal par un montreur d'ours, de la musique et du théâtre. Un menu amélioré, avec distribution de desserts, de vin, de tabac, marque l'événement.

Le commandant du camp est très satisfait du déroulement de la journée : « *L'excellent accueil réservé par les réfugiés aux différentes manifestations organisées par nos soins, la tenue parfaite de tous, les témoignages de respect et d'attachement qu'ils ont prodigués aux trois couleurs et aux représentants de l'autorité française montrent que, malgré la détention subie et les souffrances morales endurées, ces hommes sont reconnaissants à notre pays de ce qu'il fait pour eux* ». Et il ajoute : « *La morale a été strictement respectée, et aucune allusion n'a été faite soit à la politique, soit à la religion* », ce qui est moins évident car il semble qu'à cette occasion, les réfugiés aient, de manière déguisée, quelque peu brocardé le franquisme.



Camp de Bram

Le travail

Dans les premiers temps, le gouvernement se refuse à ce que les internés trouvent un emploi à l'extérieur de peur d'aggraver la situation économique locale. Toutefois, les autorités ne tardent pas à revenir sur leur décision.



Réparation de la couverture d'une baraque, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.

A historical document titled 'Tableau de travail' (Work Schedule) dated 24 February 1939. It is a typed document with several sections of text in French, detailing work schedules and regulations for the camp. The text is somewhat faded and the paper shows signs of age.

Tableau de travail, 24 février 1939, (A.D. Aude, 6 M 16).

Pour les réfugiés, le travail consiste seulement à s'acquitter des différentes tâches à accomplir dans le camp : confection de tranchées, corvées de cuisine, renouvellement de la paille, évacuation des tinettes, etc. Cependant dès la fin mars 1939, le ministre de l'Intérieur, constatant que, contrairement aux prévisions, les réfugiés ne regagnent pas rapidement leur pays, décide de les employer à des travaux d'intérêt général. C'est ainsi que des équipes de Bram vont travailler pour le service des Eaux et Forêts, d'autres à l'entretien du Canal du Midi.

C'est dans ce contexte qu'est créée en avril 1939 à Bram, au Château, une Boulangerie ouvrière de campagne (B.O.C.) destinée à la fabrication du pain pour alimenter les camps de réfugiés. 36 fours sont ainsi construits par les réfugiés et, en octobre 1939, il est prescrit de regrouper au camp de Bram tous les réfugiés espagnols exerçant la profession de boulangers. Le contingent d'ouvriers spécialisés prélevés au camp donne naissance au 226^e Groupe de travailleurs étrangers.

À partir de l'été 1939, date à laquelle les Français jeunes et valides sont mobilisés, l'offre de travail sur la région se fait plus importante : les réfugiés sont autorisés à faire des travaux agricoles (les vendanges en particulier). La guerre accélère ainsi l'embauche des réfugiés espagnols et permet à beaucoup de sortir des camps.



Remplacement de la paille des baraques, 1939, photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.



Corvée de tinettes en groupe, 1939 photographie Agustí Centelles, © Adagp, Paris 2004.

Combattre pour la liberté



Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, les réfugiés espagnols, qui ne sont pas encore repartis pour l’Espagne ou vers une autre terre d’exil, se sentent concernés par ce combat contre le fascisme qui n’est à leurs yeux que la continuation de la lutte qu’ils ont menée contre Franco et le fascisme.

Laissez-passer accordé à Antonio Molina Belmonte, 13 janvier 1940.

À leur arrivée en France, les autorités ont incité les réfugiés à s’engager dans la Légion étrangère mais ce moyen d’échapper à l’enfermement ne rencontre qu’un faible écho chez les internés. En revanche, après la déclaration de guerre, les réfugiés sont plus nombreux à s’engager dans les Régiments de marche de volontaires étrangers (R.M.V.E.). En novembre et décembre 1939, plusieurs convois partent de Bram vers Le Barcarès où sont formés ces régiments. Les réfugiés marquent également leur solidarité avec la France par des efforts financiers, d’autant plus exceptionnels qu’ils sont consentis par des individus en situation de détresse. La collecte organisée dans le camp par les réfugiés pour la Défense nationale se monte à 300 000 francs.

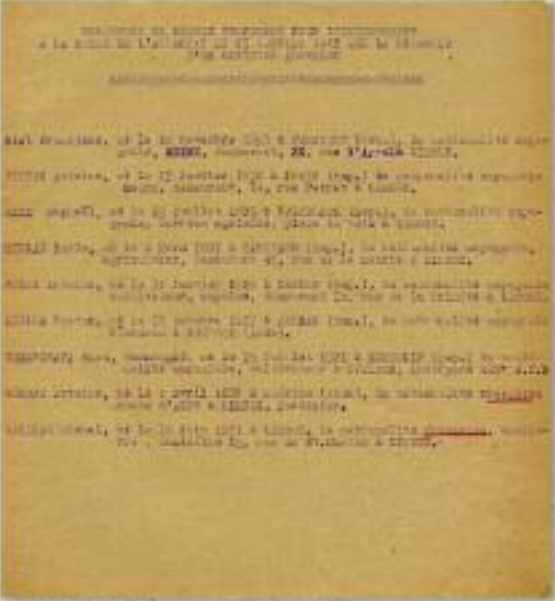
Lors de l’offensive allemande au printemps 1940, les combattants espagnols partagent le sort des soldats français et beaucoup sont faits prisonniers. Pourtant, nombre d’entre eux ne vont pas dans les camps de prisonniers mais, considérés comme « rouges » par les Allemands, sont envoyés en déportation. À leur retour, ceux qui ont échappé à la mort sont internés à nouveau dans les camps du Midi et vont servir de main-d’œuvre corvéable à merci. Nombreux sont les Espagnols qui s’engagent dans la Résistance. En 1941-1942, se constitue dans l’Aude la 234^e brigade de guérilléros sous la direction d’Antoine Molina. Elle compte plusieurs centaines de combattants qui mènent jusqu’à la Libération des actions courageuses et efficaces contre les troupes d’occupation.



Ausweis attribué à Francisco Susagna pour pénétrer sur les chantiers de l’Organisation Todt, 4 juillet 1944.



Carte d’identité de travailleur pour l’Organisation Todt, 4 juillet 1944.



Liste de personnes de Limoux proposées pour l’internement à la suite de l’attentat du 25 janvier 1943 sur la personne d’un officier allemand par les guérilléros espagnols, 1943.



Placard en tissu réalisé par les réfugiés à l’occasion de la venue d’Albert Sarraut, 4 mai 1939.

Le site de Bram

